CHS-CT DU 17 JUIN 2020

Déclaration liminaire intersyndicale

Monsieur le Président,

La pandémie du COVID19 aura démontré les conséquences dramatiques des plans drastiques de réductions budgétaires infligés aux services de santé de notre pays malgré les alertes des personnels et de leurs organisations syndicales depuis tant d'années.

En dépit de ces coupes franches dévastatrices, les agents des services publics se sont mobilisés au même titre que les salariés du privé, pour soutenir les missions essentielles de la nation, au risque d'y perdre leur santé et malheureusement parfois aussi leur vie.

Au sein de la Fonction publique, pendant cette crise, jamais les CHS-CT n'ont à ce point démontré leur indispensable utilité. En conséquence, nous exigeons l'abrogation de la loi du 6 août 2019 qui entérine la disparition de cette instance !

A Bercy, les réformes en cours doivent aussi subir le même sort, et en premier lieu celle du mal nommé nouveau réseau de proximité à la DGFIP.
Dans le contexte d'une crise qui n'est pas terminée et dont l'issue demeure incertaine, il est impensable que ce projet poursuivre sa route comme si de rien n'était, alors qu'en répondant sans interruption aux usagers et aux élus locaux, la densité du réseau des Finances Publiques a démontré toute sa pertinence.

Mais d'autres projets élaborés en amont de cette crise sommeillent encore dans les tiroirs de toutes les Directions...Ceux-ci doivent demeurer là où ils sont, car ils ont tous la même finalité : détruire le service public et les emplois rattachés, au nom de l'austérité budgétaire. C'est notamment le cas du RIFSEEP à la mise en place duquel nous nous opposons.

Il ne faudrait surtout pas que nombre d'acteurs politiques, économiques, administratifs considèrent que la crise sanitaire n'est qu'une simple parenthèse qui aurait mis sous cloche leurs funestes projets de contre-réformes.

Nul doute que certains sont déjà l'arme aux pieds en suggérant, pour mieux relancer l'économie d'après crise, de remettre en cause les droits sociaux des salariés, alors que dans

le même temps l'argent continue de se déverser à flot vers les actionnaires et dans les paradis fiscaux !

Dans ce contexte, nous ne nous engagerons pas dans une sorte d'union nationale multiforme mais continuerons d'être aux côtés des salariés et de porter leurs revendications !
Ceux qui nous gouvernent et notamment nos ministres, n'ont d'ailleurs pas tardé pendant cette crise à montrer à nouveau leur véritable nature, et s'ils avaient souhaité que la reprise d'activité se passe dans un climat délétère, ils ne s'y seraient pas pris autrement en publiant l'ordonnance du 16 avril 2020, supprimant d'office les congés payés et les RTT !

Les agents de la fonction publique comme tous les autres citoyens ne sont en aucun cas responsables de la crise sanitaire et ils n'ont pas choisi leur position administrative pendant le confinement. Nous rappelons à nouveau que tous les agents placés en ASA ou en télétravail l'ont été surtout par manque de moyens de protection et de matériel informatique et en raison de l'incurie et des décisions politiques de ce gouvernement !

Pour la préservation de la santé de tous, le contexte de crise sanitaire liée au COVID19 a entraîné le basculement massif d'agents en télétravail, mais il s'est agi en réalité de l'amplification d'un travail confiné hors cadre et en mode dégradé. Si le télétravail en période normale est susceptible de permettre d'améliorer la qualité de vie et de mieux articuler vie personnelle et professionnelle, ce type d'organisation doit être encadré et volontairement choisi par des agents ayant pleinement mesuré ses conséquences psychologiques et pratiques.

Le télétravail doit aussi conduire à des évolutions des pratiques managériales, car si tous les agents ne sont pas faits pour le télétravail, tous les managers ne le sont pas non plus… l'employeur doit aussi prendre en charge les coûts découlant directement de l'exercice des fonctions en télétravail, notamment ceux des matériels, logiciels, abonnements, communication, outils et maintenance, restauration..

Concernant le plan de reprise d'activité de la DGFIP, en vigueur depuis le 11 mai dernier, nous déplorons une montée en puissance très rapide.,

Concernant le CHSCT qui nous occupe aujourd'hui avec pour ordre du jour principal : l'ouverture des services au public, nous déplorons la tenue tardive de cette réunion alors que certains services sont déjà ouverts au public depuis lundi et que d'autres procèdent à leur réouverture dès demain. De même, aucun document ne nous a été adressé pour la préparation de cette réunion.

Nous déplorons aussi qu'en tant que représentants des personnels, nous n'ayons eu aucune information sur les conditions d'ouverture des services.

Cela fait maintenant quasiment trois mois que nos services sont fermés au public. Bien évidemment, durant la phase de confinement, c'était une exigence et une obligation mais nous rappelons que malgré les indices favorables quant au recul de l'épidémie, celle-ci n'est toujours pas derrière nous et la prudence doit s'imposer, notamment sur les perspectives de réouverture des services au public.

Après cette crise, nous restons confortés dans l'idée que l’accueil du public est essentiel pour rendre le service public légitimement attendu par les contribuables.

Dans cette période, malgré la fermeture de nos services, les contribuables se sont rendus devant les centres et ce n’était pas pour s’aérer… Cela démontre combien il est essentiel de maintenir l’accueil du public dans nos services et ce au plus près des usagers. Il faut donc maintenir et renforcer un réseau de proximité de pleine compétence dans notre administration.

Vous avez décidé une réouverture quotidienne des services le matin, et l'après midi sur rendez vous. Pour nous, cette situation ne doit être que provisoire. Dès la fin de l'épidémie, les services doivent rouvrir selon l'amplitude horaire antérieure.

La crise du COVID ne doit pas se révéler être un exercice grandeur nature pour accélérer la fermeture de nos services au public.